



**HAL**  
open science

## Penser la révolution dans la transition argentine

David Copello

► **To cite this version:**

David Copello. Penser la révolution dans la transition argentine. Marie Cuillerai; Fabrice Flipo. 1917/2017: Qu'est-ce que réussir une révolution ?, Presses des Mines, pp.45 - 60, 2020, 9782356715739. hal-02508026

**HAL Id: hal-02508026**

**<https://hal.science/hal-02508026v1>**

Submitted on 13 Mar 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Penser la révolution dans la transition argentine

---

*David Copello*

*Université Paris 13 - CERAP*

## Introduction

Ce travail prend pour point de départ un événement précis de l'histoire argentine des années 1980, pour en tirer des conclusions plus générales sur la façon dont la gauche de l'époque envisage l'idée de « révolution ». Cet événement, c'est l'attaque à main armée d'une garnison militaire par un groupuscule révolutionnaire en 1989, dans une période de renouvellement des institutions de l'État de droit mettant fin à plusieurs décennies d'autoritarisme gouvernemental. Ce fait précis peut alors servir de révélateur des conceptions de la révolution qui existent en Argentine dans les années 1980, et du rapport à la démocratie « réelle » qu'entretiennent les révolutionnaires argentin.e.s, à travers l'analyse des réactions suscitées par l'attaque au sein des cercles militant.e.s et intellectuel.e.s de gauche de l'époque.

Le sujet sera abordé en trois temps. On présentera d'abord les circonstances précises de l'événement, l'attaque du régiment militaire de la ville de La Tablada, dans la province de Buenos Aires, par le *Movimiento Todos por la Patria* (MTP), et la façon dont cette explosion de violence interagit avec son contexte historique et politique. On montrera ensuite quelles sont les réactions immédiates des différentes tendances de la gauche de l'époque vis-à-vis de l'attaque, qui correspondent à différents positionnements par rapport à la démocratie et à l'idée de révolution. Ce paysage sera divisé, à des fins d'exposition, en trois pôles principaux : un pôle trotskyste, un pôle social-démocrate et un pôle regroupant les acteurs et actrices de la « post-nouvelle gauche ». Dans un troisième temps, on abordera de manière plus approfondie les opinions émises par certains des principaux intellectuels de ce dernier pôle. Cherchant à concilier la défense du régime démocratique et le maintien d'une perspective révolutionnaire, ce groupe adapte son projet politique pour l'inscrire dans une perspective démocrate radicale, afin de se démarquer des assaillants de La Tablada.

L'attaque de La Tablada : un événement incongru dans

## l'histoire des gauches argentines

L'attaque du régiment militaire de La Tablada constitue un événement extrêmement intéressant du point de vue de l'historien.ne et du politiste, et ce sous au moins trois points de vue. En premier lieu, il révèle certaines des tensions du contexte politique de l'époque, marqué par un rétablissement de l'État de droit après des années de dictature et de violence politique chronique. La Tablada constitue donc une porte d'entrée pour la compréhension d'un présent passé, dont les principes organisateurs se manifestent à travers ce moment qui en fournit les principales coordonnées. L'attaque du régiment se présente, en deuxième lieu, comme le resurgissement du passé révolutionnaire des années 1960 et 1970 dans une époque, les années 1980, qui semble avoir fait le deuil des alternatives politiques caractéristiques des « années 1968 » (Dreyfus-Armand et al. 2000, 68). De ce fait, La Tablada interroge les frontières de l'histoire politique contemporaine, l'articulation entre un présent et son passé. Enfin, l'événement analysé dans cet article permet d'interroger la façon dont la gauche radicale de l'époque conçoit son futur en rapport avec ce passé révolutionnaire, à la fois source de fiertés et de gêne. En effet, la violence des moyens employés quelques années auparavant fait l'objet d'une criminalisation dans les années 1980 : elle est donc en partie occultée par ceux qui l'ont défendue, tout en étant au cœur d'une conception épique revendiquée de l'action politique.

En 1989, cela fait un peu plus de cinq ans qu'un gouvernement issu d'élections libres, dirigé par le président Raúl Alfonsín, exerce le pouvoir en Argentine. Le scrutin de 1983 a en effet marqué un tournant dans l'histoire politique récente : il fait suite à une longue dictature militaire qui, entre 1976 et 1983, a exercé une répression féroce à l'égard de ses opposants, provoquant des dizaines de milliers d'assassinats et disparitions forcées (Novaro et Palermo 2003). Suite à son arrivée au pouvoir en décembre 1983, le gouvernement d'Alfonsín a permis à la justice d'enquêter sur les crimes contre l'humanité commis pendant la période précédente. Un procès retentissant a même eu lieu en 1985, au cours duquel ont été jugés 9 des 12 dirigeants des juntes militaires successives (Feld 2002). Cette volonté politique de jugement des crimes passés reste toutefois timide, et conditionnée par un objectif qui reste prioritaire pour le gouvernement : préserver la stabilité politique et parer aux velléités putschistes des militaires, froissés par les poursuites dont ils font l'objet (Nino 1997).

C'est dans ce contexte qu'a lieu, à partir de 1987, une série de soulèvements, menés principalement par des sous-officiers et officiers situés au bas de la hiérarchie militaire. Ceux-ci protestent contre les poursuites judiciaires dont ils font l'objet et demandent à en être exonérés, sous prétexte qu'ils n'auraient fait qu'obéir aux ordres des hauts-gradés. On parle de soulèvements « carapintadas » (« visagepeints »), en référence au fait que les militaires soulevés se couvrent le

visage de peinture noire. Le gouvernement négocie alors avec les mutinés une loi dite d' « obéissance due », qui exonère les rangs hiérarchiques inférieurs au grade de colonel de toute responsabilité pénale. De ce fait, le gouvernement amnistie la plupart des militaires, et met un coup d'arrêt aux procès pour crimes contre l'humanité. Malgré ces larges concessions, plusieurs soulèvements ont lieu par la suite (Novaro 2009). Pour l'opposition de gauche, ces derniers montrent l'inefficacité des reculades du gouvernement sur la question, et légitiment une demande de fermeté à l'égard des militaires, seule manière de contenir la menace (réelle) qu'ils représentent pour la démocratie. Cette position est d'autant plus populaire à gauche que les soulèvements militaires ont suscité de nombreuses manifestations spontanées parmi la population argentine : des rassemblements de masse en défense de la démocratie ont lieu autour des garnisons militaires lors des soulèvements, ce qui semble suggérer une véritable volonté de résistance au sein de la population (Rubenstein 2014).

Alors que ces polémiques sont encore au centre du débat public, le 23 janvier 1989, 42 personnes armé.e.s, déguisé.e.s en militaires « carapintadas », s'introduisent à l'aube dans le régiment militaire de la ville de La Tablada, à côté de Buenos Aires, et essaient d'en prendre le contrôle. L'intention des assaillant.e.s est de faire passer leur action pour un soulèvement militaire, afin de susciter une insurrection populaire en défense de la démocratie. Ils et elles projettent de prendre le contrôle de ce mouvement spontané, de le diriger vers le palais présidentiel et, appuyé.e.s par les tanks récupérés dans le régiment attaqué, de renverser le gouvernement et de prendre le pouvoir au nom du peuple révolté. Ce plan, d'un optimisme démesuré, échoue. Quelques heures après l'assaut, la véritable identité des assaillant.e.s commence à circuler : il s'agit de militant.e.s du *Movimiento Todos por la Patria* (MTP), une organisation de gauche de type guévariste. L'armée reprend rapidement le contrôle de la base militaire : au bout de 24 heures, l'ordre est rétabli sur place. L'attaque a fait 11 morts côté militaire, 29 côté assaillant.e.s (dont 9 après avoir rendu les armes, plusieurs corps restant par ailleurs disparus à ce jour) (Celesia et Waisberg 2013; Hilb 2013).

Les circonstances de l'attaque de La Tablada nous informent donc sur l'état de la démocratie argentine dans les années 1980, et sur les tensions qui l'habitent. Celles-ci ne peuvent toutefois être détachées d'un passé qui continue de hanter les acteurs et actrices politiques de l'époque, et que les assaillant.e.s de La Tablada semblent incarner à la perfection pour les observateurs de l'événement. En effet, la méthodologie utilisée par le MTP pour réaliser l'attaque rappelle les modes d'action de la nouvelle gauche révolutionnaire des années 1970 (Álvarez et Tristán 2016; Tortti, Celentano, et Chama 2014). D'inspiration castro-guévariste et/ou nationaliste, celle-ci avait joué un rôle de premier plan dans la vie politique argentine, avec des organisations telles que *Montoneros* (Gillespie 1982) ou le

*Partido Revolucionario de los Trabajadores – Ejército Revolucionario del Pueblo* (Parti Révolutionnaire des Travailleurs – Armée Révolutionnaire du Peuple, PRT-ERP) (Carnovale 2011). Ces organisations de gauche armée, diverses du point de vue idéologique, se caractérisaient par l'importance accordée à la « propagande armée » dans la stratégie politique de conquête du pouvoir. De ce fait, entre 1970 et 1976, on compte de nombreux exemples d'attaques de postes de police et de garnisons militaires par des organisations révolutionnaires. Au-delà des considérations matérielles (vols d'armes et de munitions notamment), celles-ci cherchaient à démontrer, par ce type d'action d'éclat, leur puissance de feu, à même de rivaliser avec celle des forces armées. L'existence de ces organisations est d'ailleurs un des principaux prétextes utilisés par les militaires qui s'accaparent le pouvoir, entre 1976 et 1983, pour justifier l'imposition d'un état de siège à l'ensemble du territoire. Ayant atteint un point culminant autour de 1975, les organisations révolutionnaires commencent à être annihilées physiquement à partir de cette date, dans une supposée « guerre sale » contre la « subversion », au cours de laquelle l'armée crée des camps de détention clandestine et de torture dans tout le pays (Comisión Nacional Sobre la Desaparición de Personas 1984; Frontalini et Caiati 1984).

Pour les observatrices et observateurs de l'attaque de La Tablada en 1989, l'événement se présente donc souvent comme une forme de retour en arrière, de resurgissement du passé révolutionnaire dans un présent de démocratie libérale et d'État de droit. C'est le cas par exemple de la revue *Somos*, dont le titre en une les jours suivants est particulièrement explicite : « Otra vez la guerra » (« Encore une fois la guerre »). Ce parallèle entre les faits de 1989 et les précédentes actions de la guérilla argentine est d'autant plus prégnant que de nombreux assaillant.e.s de La Tablada sont elles-mêmes issu.e.s de ces organisations armées des années 1970. Certain.e.s des activistes survivant.e.s des groupes révolutionnaires décimés dans les années 1970, tels que *Montoneros* et (surtout) le PRT-ERP, ont en effet rejoint le MTP à sa création en 1986. Ce dernier est d'ailleurs dirigé par Enrique Gorriarán Merlo, un des anciens leaders du PRT-ERP (Carnovale 2013; Gorriarán Merlo 2003; Mattini 1995; Montero 2012). On observe donc de très fortes affinités entre l'attaque de La Tablada en 1989 et les actions révolutionnaires de la décennie précédente, dont l'événement semble être comme une résurgence. Ce rapprochement, alors omniprésent dans la presse, contribue donc à fortifier, dans l'espace public, chez les militaires comme chez les sympathisant.e.s du gouvernement, le rejet des expériences révolutionnaires passées, mais aussi la méfiance à l'encontre des survivant.e.s de la guérilla et de ceux qui s'en réclament encore à l'époque. Au sein de la presse de gauche, on

craint même le déclenchement d'une forme de « chasse aux sorcières » contre les militants de l'opposition<sup>1</sup>.

L'attaque de La Tablada révèle donc les tensions du présent argentin en 1989, tout en se présentant comme une résurgence du passé révolutionnaire. De ce fait, elle met en question la survie même du projet révolutionnaire en Argentine, car les assaillant.e.s de La Tablada font l'objet d'une condamnation unanime. La gauche argentine se trouve donc confrontée à un problème de taille : comment se dissocier des assaillant.e.s ? Faut-il renoncer publiquement au projet de révolution, et accepter la criminalisation du militantisme révolutionnaire passé et présent ? Si toutefois on ne renonce pas au projet révolutionnaire, comment faire pour ne pas subir cette criminalisation et ne pas être associé.e aux assaillant.e.s ? Quelles conséquences ce refus comporte-t-il malgré tout sur la mise en forme du projet révolutionnaire lui-même ? En somme, c'est le futur de la gauche argentine qui se trouve remodelé par l'attaque de La Tablada.

## Les réactions différenciées de la gauche argentine

Les événements de la Tablada ne modifient par l'horizon d'attente et les perspectives politiques futures de la même manière pour toutes les tendances de la gauche. Ses effets disparates doivent être envisagés en fonction des caractéristiques propres à trois de ses pôles internes : un pôle trotskyste, un pôle social-démocrate et un pôle des post-nouvelles gauches.

### Le pôle trotskyste

Le pôle trotskyste de la gauche argentine, bien que disposant d'une faible influence électorale, dispose toutefois d'une longue histoire dans le pays, de bases militantes importantes, et d'une forte structuration autour de deux courants principaux (l'un dirigé par Nahuel Moreno, l'autre par Jorge Altamira). À la fin des années 1980, c'est le courant moréniste qui domine le spectre du trotskysme local, à travers le parti *Movimiento Al Socialismo* (MAS) et le leader Luis Zamora (Coggiola 2006).

Dans le débat qui fait suite à l'attaque de La Tablada à l'intérieur de la gauche, le trotskysme occupe une position relativement particulière. En effet, ce courant politique est resté assez éloigné des expériences armées de la nouvelle gauche des années 1970. Alors qu'ils et elles s'étaient rapproché.e.s des courants latino-américanistes et guévaristes dans les années 1960, participant à la fondation du

---

<sup>1</sup> Voir la une du magazine *El Porteño*, n°86, février 1989.

PRT en 1965, les morénistes rompent avec l'organisation dès 1968, lorsqu'elle s'engage dans une stratégie de lutte armée pour la prise du pouvoir (Mangiantini 2014). Le trotskysme argentin reste ainsi marqué par une posture ouvriériste, orientée vers la lutte syndicale et éloignée des tentations *guerrilleras* et foquistes. Au lendemain de l'attaque de La Tablada, ceci place les trotskystes dans une position relativement confortable pour critiquer les assillant.e.s : éloigné.e.s des expériences armées de la nouvelle gauche des années 1970, elles et ils ne subissent pas de pression à la « désolidarisation » vis-à-vis de militant.e.s dont elles et ils n'ont jamais partagé les vues sur la violence révolutionnaire. De même, leur conception de la révolution ne se voit en rien affectée par l'événement : celui-ci consiste en une mise en pratique de principes qu'elles et ils ont toujours réprouvés, dans un contexte démocratique qui ne constitue qu'une circonstance aggravante.

Le positionnement du trotskysme à l'extrême-gauche du paysage politique argentin n'aboutit donc pas à une remise en question particulière suite à l'attaque de La Tablada. On assiste même à un phénomène étonnant : le leader du MAS envoie des fleurs pour l'enterrement des militaires tués pendant l'attaque, sans faire de même pour les assillant.e.s (Barrera 2017; Grenat 2016; Partido Obrero 2009).

### Le pôle social-démocrate

Le pôle social-démocrate de la gauche argentine dispose à l'époque d'un poids infinitésimal sur les appareils partisans, mais il est constitué par des intellectuel.le.s de renom avec des contacts au sein de l'administration du Président Alfonsín (Elizalde 2009). Ces intellectuel.le.s se structurent autour de revues comme *La Ciudad Futura*, la revue du *Club de Cultura Socialista*, dont nous pouvons tirer quelques enseignements sur la façon dont l'attaque est perçue et interprétée. Malgré son positionnement au centre-gauche, ce pôle social-démocrate compte beaucoup plus d'anciens soutiens de la lutte armée que le pôle trotskyste. En effet, nombre des intellectuel.le.s qui l'incarnent, comme Juan Carlos Portantiero ou José Aricó, ont sympathisé avec les mouvements guérilleros guévaristes et/ou péronistes des années 1970 (Burgos 2004). Pour ces acteurs et actrices de la politique argentine, l'enjeu soulevé par La Tablada est donc beaucoup plus fort que pour les trotskystes. Il leur impose de se dissocier d'une expérience à laquelle on pourrait les identifier en raison de leur trajectoire politique préalable. Leur positionnement face à l'événement, et la façon dont il les amène à repenser les rapports entre le projet politique de la gauche et la démocratie, peut se découper, du point de vue logique, en trois étapes.

En premier lieu, les intellectuel.le.s socio-démocrates affichent un refus absolu de toute violence : « nous devons condamner fondamentalement l'utilisation de la violence pour résoudre les problèmes politiques, quelle que soit la situation » (Portantiero 1989). À partir de cette cause première, de ce motif fondamental, les intellectuel.le.s socio-démocrates en arrivent, dans un deuxième mouvement, à condamner l'idée de révolution elle-même, car celle-ci renferme toujours la possibilité d'un basculement dans la violence.

Tant qu'est soutenue l'idée de révolution, la violence est incorporée au discours. On peut la considérer opportune ou non, légitime si elle est massive ou populaire, ou illégitime si c'est un groupe messianique, mais l'idée de violence est sous-entendue dans le discours révolutionnaire. (Aricó et Gorbato 1989)

Bien qu'elle ne fasse pas nécessairement partie des moyens d'action immédiats préconisés par les révolutionnaires, la violence serait donc vouée, fatalement, à réapparaître dans leur répertoire d'action à plus ou moins long-terme. En arrière-plan, c'est une vision procédurale de la démocratie qui est défendue : la légitimité d'une action est limitée par des normes s'appliquant également à tous ; le peuple n'est pas plus habilité à faire usage de la violence que ne le sont les puissants. Le renoncement à l'idée révolutionnaire est donc d'autant plus pressant que, même dans les cas où l'action armée n'est pas envisagée, le mépris des révolutionnaires pour l'État de droit reste un danger d'ordre immédiat. Car toutes les variantes des gauches radicales reposeraient en dernière instance sur un paradigme militariste – insurrection spontanéiste, dictature du prolétariat, révolution par le haut ou théorie du foyer rural ou urbain. Que cette logique de militarisation de la politique ait été menée à son terme ou pas, le constat reste le même : « la militarisation n'implique pas nécessairement la pratique de la lutte armée, mais bien la pratique du mépris pour la démocratie politique » (Godio 1989). La condamnation de la violence ne suffit pas : au-delà de la condamnation des faits survenus à La Tablada, la tâche la plus urgente de la gauche argentine consiste donc à réinventer une tradition politique distincte de celle des gauches révolutionnaires, qui domineraient le paysage. Elle doit « admettre l'obsolescence d'une partie de sa tradition, celle qu'il s'impose de dépasser pour toujours » (La Ciudad Futura 1989), tradition qui va bien au-delà de l'usage de la violence armée comme outil d'une politique et qui renvoie, tout simplement, à l'idée de révolution. La révolution tendant inéluctablement vers une violence qui doit être rejetée en toute circonstance, il convient donc, dans un troisième moment logique, d'opter pour une politique réformiste assumée : la gauche ne serait compatible avec la démocratie que dans la mesure où elle renoncerait à son identité révolutionnaire (de départ).



## La post-nouvelle gauche

Enfin, un troisième pôle peut être distingué au sein de la gauche argentine de l'époque : celui qu'on désignera comme la « post-nouvelle gauche », à l'intérieur duquel se trouvent les groupes revendiquant une filiation vis-à-vis de la nouvelle gauche armée des années 1970, ayant toutefois renoncé explicitement à recourir à la lutte armée en Argentine après le retour à la démocratie en 1983. Ce pôle se découpe lui-même en deux tendances : d'un côté, le MTP, et de l'autre le *Frente Amplio de Liberación* (FRAL).

Le MTP est, comme on l'a vu précédemment, le groupe responsable de l'attaque de La Tablada. Toute son histoire depuis sa création en 1986 peut être analysée comme une tentative de continuer le combat mené par la nouvelle gauche contre l'impérialisme dans les années 1970. Il s'agit également, dans une certaine mesure, d'un groupe de la « post-nouvelle gauche », au sens où jamais, dans son discours public, n'a été justifiée la lutte armée en démocratie. Au contraire, la défense publique assumée par le MTP consiste à rejeter la responsabilité de l'attaque : d'abord en la maquillant en attaque des militaires, ensuite en affirmant que le subterfuge utilisé, et la violence déployée, n'avaient pour objectif ultime que de protéger la démocratie (Hilb 2013). En un sens, suite à l'attaque de La Tablada, l'objectif révolutionnaire n'est lui-même plus présent dans le discours public du MTP, qui se contente d'affirmer son attachement aux institutions et à la participation populaire.

La situation est tout aussi complexe au sein du FRAL, une coalition formée par une multitude de petits groupes issus de la nouvelle gauche, ainsi que du Parti Communiste d'Argentine (PCA) alors en voie de guévarisation après son congrès de 1986 (Águila 2008). De par son positionnement public, le groupe se trouve dans une position difficile après l'attaque de La Tablada. En effet, le FRAL revendique l'héritage des luttes de la nouvelle gauche révolutionnaire des années 1970, et considère donc la violence comme justifiée dans certaines situations. En outre, parmi les militant.e.s et figures de premier plan de cette coalition, on compte beaucoup d'anciennes figures de la guérilla argentine, comme Eduardo Luis Duhalde, un avocat et intellectuel initialement proche du péronisme révolutionnaire, qui s'apprête à prendre la direction de *Nuevo Sur*, le quotidien national affilié au FRAL. À l'instar de Duhalde, plusieurs personnalités au sein du FRAL ont par ailleurs maintenu dans les années précédentes des liens étroits avec une partie des militant.e.s du groupe responsable de l'attaque de La Tablada. En 1985, Duhalde a par exemple fondé une maison d'édition, *Contrapunto*, grâce au financement apporté par Enrique Gorriarán Merlo, leader du MTP (Celesia et Waisberg 2013) : ce dernier vient d'ailleurs d'être mis à l'honneur par la publication d'une série d'entretiens sous format-livre (Blixen 1988).

Ce secteur de la post-nouvelle gauche se trouve donc pris en tenaille entre, d'une part, les trotskistes dont l'usage de la violence en démocratie n'affecte pas la théorie révolutionnaire et, d'autre part, les socio-démocrates dont l'usage de la violence en démocratie les amène à rejeter toute perspective de révolution. Quel espace reste-t-il à la post-nouvelle gauche ? Comment peut-elle rester fidèle à la révolution alors qu'elle fait figure de complice idéale de la dérive sanguinaire du MTP ? Dans les semaines suivantes, la post-nouvelle gauche liée au FRAL va tenter d'affronter ce défi par une série d'écrits à vocation théorique, visant à concilier la défense du projet révolutionnaire et la défense du régime démocratique.

## Concilier projet révolutionnaire et défense du régime démocratique

Nous allons ici effectuer l'analyse des opinions émises par deux des principaux référents intellectuels de la post-nouvelle gauche argentine des années 1980 : Eduardo Luis Duhalde et Rodolfo Mattarollo. Chacun d'eux publie un texte de quelques pages dans un recueil qui paraît dans les mois qui suivent l'attaque, intitulé *La izquierda y La Tablada* (La gauche et La Tablada) (Kohen et Mattarollo 1989). Du point de vue des auteurs de ce recueil, l'attaque de La Tablada peut être considérée comme une mise à l'épreuve, au sens où les événements forcent à une mise à jour du discours de la gauche dans la transition. Ils obligent à former une expression publique et à articuler des présupposés qui n'avaient pas besoin d'être mis en mots jusque-là. Alors que la défense de la démocratie et la passion révolutionnaire se côtoyaient sans nécessairement interagir dans le quotidien militant et intellectuel, les événements de La Tablada obligent ces acteurs à les articuler, à tenter d'élaborer une doctrine révolutionnaire adaptée à une période de transition démocratique et d'enthousiasme pour la démocratie formelle.

### Eduardo Luis Duhalde et Rodolfo Mattarollo : notices biographiques

**Eduardo Luis Duhalde** (1939 – 2012). Après des études de droit à l'Université de Buenos Aires (UBA), il devient dans les années 1960 un avocat de prisonniers politiques de renom, ainsi qu'un intellectuel et journaliste de premier plan, proche du péronisme révolutionnaire. En 1975, il fonde le *Partido Revolucionario de los Obreros Argentinos*, une petite organisation armée marxiste. En 1976, depuis son exil madrilène, il prend la tête de la *Comisión Argentina de Derechos Humanos* (CADHU), qui dénonce les violations des droits de l'Homme commises par les militaires argentins.

Après son retour en Argentine en 1983, il collabore à différents organes de la presse de gauche, fonde un *think tank*, l'*Instituto de Relaciones Internacionales* (IRI), et un parti, *Izquierda Democrática Popular* (IDEPO). Située dans l'opposition de gauche au gouvernement de l'époque, l'IDEPO obtient des résultats électoraux faibles, mais n'en exerce pas moins une influence importante sur les réseaux militants hérités de la nouvelle gauche des années 1970, via sa participation à la coalition FRAL. Après la dissolution du parti en 1991, Duhalde quitte la politique active et est nommé juge. Il noue des contacts avec le futur président Néstor Kirchner au début des années 2000. Celui-ci le nomme au poste de Secrétaire d'État aux Droits de l'Homme dès son arrivée au pouvoir en 2003, fonction qu'il conserve jusqu'à son décès en 2012.

**Rodolfo Mattarollo** (1939 – 2014). Après des études de droit à l'UBA, il devient juriste. Engagé au sein du PRT-ERP au début des années 1970, il dirige une des revues du parti (*Nuevo Hombre*) et devient avocat de prisonniers politiques. En 1975, il est missionné à Paris par le PRT-ERP pour y organiser la solidarité internationale. En 1976, il devient le référent de la CADHU en France. De retour en Argentine en 1983, il travaille comme journaliste pour divers magazines de gauche. En parallèle, il rejoint l'IRI, et organise des formations d'histoire pour les activistes de l'IDEPO. Dans les années 1990, il travaille comme consultant pour l'ONU dans différentes missions internationales, et collabore quelques temps aux activités parlementaires du député communiste Eduardo Sigal. Il devient chef de cabinet de Duhalde au Secrétariat d'État aux Droits de l'Homme en 2003, avant d'être nommé Sous-Secrétaire de 2005 à 2007.

L'audace première de Duhalde et de Mattarollo consiste à présenter l'attaque comme un acte non pas révolutionnaire, mais contre-révolutionnaire depuis la perspective de la post-nouvelle gauche.

Ceci leur permet de condamner l'attitude des assaillant.e.s, mais également les opinions de « ceux qui, à gauche, tombent dans des positions basées sur les mêmes arguments que la droite, qui supposent le renoncement à toute perspective de libération » (Duhalde 1989, 26). Duhalde et Mattarollo reprochent en effet aux critiques socio-démocrates de La Tablada de s'être converti.e.s aux valeurs démocratiques-libérales de manière acritique, et considèrent que leur posture contribue à renforcer les positions de la droite dans le pays. Ainsi, si Mattarollo appelle de ses vœux une réflexion critique sur « les conceptions et pratiques prédominantes » (Mattarollo 1989, 68) au sein de la gauche radicale argentine, l'*aggiornamento* libéral ne se présente en rien comme une alternative à ses yeux. Au contraire, il s'élève contre « la célébration libérale et sociale-démocrate d'une 'démocratie sans adjectifs', l'éloge de 'l'évolution', la condamnation de la 'révolution' et la négation abstraite du rôle de la violence

dans l'histoire » (Mattarollo 1989, 68). Condamner La Tablada, ici, ce n'est donc pas condamner la violence révolutionnaire en tant que telle : au contraire, celle-ci doit être sauvée des critiques injustes que lui adressent ses détracteurs et détractrices.

Pour les auteurs étudiés, l'attaque de La Tablada est d'abord contre-révolutionnaire du point de vue de ses conséquences :

Elle a permis une avancée rapide dans l'unification stratégique du bloc civil-militaire dominant, des innovations institutionnelles qui nous rapprochent d'une démocratie sous surveillance – avec la création du Conseil National de Sécurité –, la réactualisation de la doctrine de la sécurité nationale sur le plan national et continental, et des pressions pour un changement de la politique étrangère de l'Argentine vis-à-vis du Nicaragua et de Cuba. (Mattarollo 1989, 74)

En somme, l'échec de l'action menée par le MTP a permis le renforcement de l'emprise de la droite conservatrice et militaire sur l'État argentin. Il s'agirait donc d'une opération pour le moins irresponsable, dont les risques n'avaient pas été suffisamment mesurés par celles et ceux qui l'ont déclenchée.

Plus grave encore, l'attaque de La Tablada se présente comme contre-révolutionnaire non seulement du point de vue de ses conséquences, mais également par sa mise en forme :

L'action de La Tablada est antidémocratique parce que [...] c'est un acte élitiste, étranger à la volonté et à l'action de la classe ouvrière et du peuple, qu'elle implique un mépris absolu et total pour la volonté populaire. Ce paternalisme et cet élitisme avérés sont contre-révolutionnaires et autoritaires en ceci qu'ils ont cherché à imposer leur volonté sur les cours d'action du peuple lui-même. (Duhalde 1989, 24)

L'action est donc contre-révolutionnaire parce qu'elle émane d'une volonté qui elle-même n'est pas authentiquement révolutionnaire, car elle reproduit de nouvelles formes de domination sur le peuple. Ici, une équivalence est établie entre la démocratie et la révolution : ce qui est antidémocratique, ce n'est pas la violence révolutionnaire, mais l'élitisme et le paternalisme qui se manifestent à travers la volonté de manipuler le peuple dans le processus mobilisateur. En dernière instance, selon Duhalde et Mattarollo, ce que se proposait le MTP n'était donc pas une révolution populaire, mais plutôt un putsch autoritaire.

En outre, pour la post-nouvelle gauche incarnée par Duhalde et Mattarollo, la violence révolutionnaire n'est pas une issue nécessaire de la lutte politique, mais une simple hypothèse stratégique parmi d'autres.

En premier lieu, la violence révolutionnaire n'est légitime que sous certaines conditions :

Aucune action armée menée à bien tant que l'ordre constitutionnel se maintiendra ne peut être justifiée ou insuffisamment critiquée depuis la gauche. Sa condamnation doit être catégorique. (Face à une nouvelle dictature militaire, la question devrait être reposée, parce qu'il n'y a pas non plus d'équation mécanique : *dictature = résistance violente*, et surtout pas en marge de la lutte des masses). (Duhalde 1989, 27-28)

Autrement dit : ce n'est pas parce que l'opération de La Tablada a échoué, ou même qu'elle était vouée à l'échec, qu'il faut la dénoncer, mais aussi et surtout parce qu'elle contrevient, dans sa conception même, à une vision révolutionnaire de la transformation sociale. La révolution authentique ne peut en effet se situer en marge des luttes réelles des masses qui lui sont contemporaines, et celles-ci doivent quant à elles se dérouler dans le cadre de l'ordre constitutionnel, avance Duhalde. Le recours à la violence d'une avant-garde ne peut éventuellement se justifier que dans des contextes où les voies démocratiques ont été supprimées, et requiert comme condition minimale un travail en commun avec les masses. Si les avant-gardes ne sont pas nécessairement à rejeter – ce n'est pas le cas ici –, elles doivent toutefois s'intégrer à cette dialectique pour se rendre légitimes. Ce n'est qu'à cette condition que l'usage révolutionnaire de la violence pourra être justifié. En ce sens, la révolution n'est pas toujours violente, et la violence pas toujours révolutionnaire : préserver une tradition révolutionnaire dans la post-dictature, c'est revendiquer un héritage où la violence se présente encore comme hypothèse, mais jamais comme nécessité, y compris en cas de dictature.

Dans la condamnation de l'usage de la violence révolutionnaire par le MTP, on n'observe ni un refus *a priori* de la lutte armée ni un rejet de l'héritage castro-guévariste de la nouvelle gauche. Au contraire, celui-ci se trouve réaffirmé par Duhalde et Mattarollo, qui considèrent que même chez Castro et le Che, la violence n'apparaît que comme un dernier recours, et les armes ne sont en rien présentées comme une obsession : « Le militarisme n'est pas synonyme de pratique militaire, il n'en est qu'une forme dégénérée » (Duhalde 1989, 15). Une révolution authentique ne fera pas un usage systématique des armes, comme le souligne Mattarollo en paraphrasant Ernesto Guevara : « le Che signale comme condition nécessaire pour le déclenchement de la lutte armée que la continuation de la lutte de masses par des moyens pacifiques ne soit plus possible » (Mattarollo 1989, 74). La violence n'apparaîtrait en fait, chez les modèles révolutionnaires cubains, que comme dernier recours, « elle n'équivaut pas à 'forcer' un processus, elle signifie [simplement] qu'on renonce à espérer des changements révolutionnaires 'comme résultat de l'évolution spontanée du capitalisme dépendant' » (Mattarollo 1989, 79). La violence se présente donc ici comme une hypothèse permanente à l'intérieur des processus révolutionnaires, mais aussi – et surtout – comme l'hypothèse dernière. On assiste donc à une étonnante réaffirmation de la filiation révolutionnaire à travers la condamnation de La Tablada.

Dans une veine similaire, l'attachement à la démocratie et au respect des droits de l'Homme de cette post-nouvelle gauche se trouvent également replacés dans la continuité d'un héritage révolutionnaire : « Fidel Castro l'a affirmé de manière catégorique : 'aucune révolution ne peut justifier la violation des droits de l'Homme' » (Duhalde 1989, 23). La référence est ici particulièrement intéressante : elle montre la tentative de chercher pour les droits de l'Homme des formes de légitimation internes à l'univers intellectuel de la révolution. Ainsi se trouvent déjouées la dialectique de la surenchère aussi bien que celle de la neutralisation : dans un cas, les droits de l'Homme empêcheraient de recourir à la violence, donc ils devraient être rejetés pour passer à l'action ; dans l'autre, les droits de l'Homme seraient étrangers à l'idée révolutionnaire, les intégrer comme ligne de conduite supposerait donc de renoncer à la révolution. Il s'agit ici à l'inverse de réconcilier ces contraires supposés, en bâtissant de nouvelles lignes de partage :

L'enjeu est de savoir si le mouvement révolutionnaire latino-américain s'inscrit dans ce courant humaniste [que représenteraient les révolutions cubaine et nicaraguayenne], ou se rapprochera de l'extrémisme sentiériste<sup>2</sup>. Si la gauche conçoit la lutte pour la démocratie authentique et l'application des droits de l'Homme individuels et collectifs comme simple instrument pour la prise du pouvoir, ou si au contraire elle les considère comme des fins supérieures qui ne sauraient être conditionnées, et dont la réalisation concrète est inséparable de son projet historique (Mattarollo 1989, 78)

Révolution, démocratie et droits de l'Homme iraient donc de pair pour Rodolfo Mattarollo. Restent alors à déterminer les formes que doit adopter l'activité politique révolutionnaire dans une démocratie, puisque l'action violente n'y est pas à l'ordre du jour. Cette dimension du discours de Duhalde et Mattarollo est particulièrement sensible, parce qu'ils s'y exposent à l'accusation de vider le projet révolutionnaire de son contenu tout en continuant d'en arborer la marque, d'en tirer les bénéfices sans en assumer le coût.

Dans ce cadre intellectuel, à quoi devrait ressembler la révolution désirée par la post-nouvelle gauche argentine ? Duhalde et Mattarollo répondent à cette question en recourant à un vocabulaire de type gramscien, ce qui contribue à réinscrire (encore une fois) leur opposition au MTP au sein de la tradition révolutionnaire. L'attaque de La Tablada se trouve ainsi renvoyée à la guerre de mouvement, et la position de Duhalde et consorts à la guerre de position valorisée par Gramsci, à travers le projet de construction d'une contre-hégémonie au sein de la démocratie :

---

<sup>2</sup> En référence au Sentier Lumineux péruvien, connu pour ses exactions et massacres à répétition commis à partir de la fin des années 1980.

Le camp du peuple se doit de sauver la démocratie, parce qu'il y est stratégiquement intéressé, et ceci ne sera possible qu'à travers son approfondissement, l'enrichissement de la démocratie représentative avec les dimensions de la démocratie directe et semi-directe, via la construction de la contre-hégémonie d'un nouveau bloc historique – le monde du travail et de la culture – qui, à travers la participation populaire, cherchera à atteindre la synthèse, toujours lointaine, de la démocratie politique et sociale, tâche qui occupera plus d'une génération plutôt qu'un acte instantané d'une grande journée révolutionnaire (Mattarollo 1989, 80)

On voit ici prendre forme une conception de l'action politique pour laquelle la continuité des idéaux révolutionnaires s'exprime à travers un processus d'approfondissement de la démocratie, par l'action d'un bloc populaire œuvrant à sa radicalisation. Alors que, dans les années 1970, ces acteurs concevaient la politique comme une forme de guerre civile larvée, leur recours à la symbolique révolutionnaire dans les années 1980 se présente, après La Tablada, comme l'expression de la radicalité d'un point de vue se déployant néanmoins dans un cadre institutionnel partagé.

Le projet de « Grand Soir » est ainsi supplanté par une sorte de démocratie radicale à construire qui, tout en aspirant à la démocratie parfaite, la « démocratie politique et sociale », ne s'y résume pas. En effet, le processus d'émancipation semble ici acquérir une valeur propre, quand il s'inscrit dans cet horizon de radicalité. On peut évidemment interroger la différence réelle qui sépare cette conception de la simple idée de progrès social, ou d'une simple perspective réformiste, mais il est important de noter que, dans la présentation qu'en font les auteurs, les notions de « progrès » et de « réforme » sont soigneusement évitées. Ceux-ci cherchent ainsi à conserver à cette action contre-hégémonique sa dimension radicale, sa conceptualisation en tant que démocratie révolutionnaire qui prendra, dans les années 2000, le nom de « démocratie avancée » (Duhalde 2012). Leur insatisfaction vis-à-vis de la démocratie représentative ne les conduit donc pas à en nier le principe, mais plutôt à en chercher des formes d'enrichissement. La révolution, pour ces représentants de la post-nouvelle gauche argentine des années 1980, se fait dans la démocratie, et pas contre la démocratie.

## Conclusion

Au terme de ce travail, on constate donc que l'attaque de La Tablada en 1989 amène la gauche à une série de clarifications idéologiques, qui divergent en fonction du positionnement des individus au sein du champ politique argentin. Pour le pôle trotskyste, si l'événement n'amène pas de réajustement particulier du point de vue de la doctrine révolutionnaire, il donne lieu à d'étonnantes formes de solidarisation avec les agents des forces de l'ordre tués par les

militant.e.s révolutionnaires du MTP. En ce qui concerne le pôle social-démocrate, La Tablada permet de confirmer l'évolution d'une série d'intellectuel.le.s initialement proches des organisations armées des années 1970 vers un réformisme assumé et une défense inconditionnelle de la démocratie formelle. Quant aux figures intellectuelles de la post-nouvelle gauche, on observe chez elles une tentative de concilier le maintien d'une perspective révolutionnaire avec la condamnation de l'attaque menée par le MTP, à travers une perspective de radicalisation démocratique, respectueuse des instances de l'État de droit tout en se proposant de les dépasser par l'utopie d'une démocratie politique et sociale à construire.

Du point de vue de la théorie révolutionnaire, on ne trouve pas nécessairement, chez ces derniers acteurs, de grande innovation conceptuelle, dans la mesure où les objectifs redéfinis après La Tablada restent assez vagues. Ainsi, on peut s'interroger sur la nature de leur projet : s'inscrit-il vraiment dans une perspective révolutionnaire, ou bien ne se résume-t-il pas plutôt à une forme de social-démocratie radicalisée ? Ce qui est intéressant toutefois, c'est que ces acteurs cherchent malgré tout, dans un contexte adverse, à inscrire leur action politique dans une logique discursive de la rupture avec l'ordre établi. C'est cette ténacité discursive qui leur permet de préserver l'inscription de leur action politique présente dans une généalogie révolutionnaire héritée des années 1970, et solidaire de la révolution cubaine, modèle indépassable des nouvelles gauches latino-américaines. Préserver la révolution ici, c'est préserver un univers de références révolutionnaires, et travailler à l'inclusion de nouveaux concepts (la démocratie, les droits de l'Homme) dans cet univers hérité du passé.

Cette posture, mêlant défense des institutions et revendication d'une rupture radicale avec celles-ci, est en outre caractéristique des formes de légitimation mises en avant bien plus tard, dans les années 2000, par les gouvernements de Néstor Kirchner et Cristina Fernández de Kirchner, auxquels les acteurs étudiés ici ont participé. L'analyse des réactions de la post-nouvelle gauche aux événements de La Tablada en 1989 peut donc être réinscrite dans une préhistoire du populisme gouvernemental des années 2000.

## Références

Águila, G., 2008 : « El Partido Comunista Argentino entre la dictadura y la transición democrática (1976-1986) ». *Revista de Historia Actual* (6): 57-69.

Álvarez, A. M., et Rey Tristán, E., 2016 : *Revolutionary Violence and the New Left: Transnational Perspectives*. New York: Routledge.



- Aricó, J. et Gorbato, V., 1989 : « Contra la lógica de la guerra ». *La Ciudad Futura* (15): 7.
- Barrera, G., 2017 : « La Tablada: el último combate de la guerrilla ». *La Izquierda Diario*. <http://www.laizquierdadiario.com/La-Tablada-El-ultimo-combate-de-la-guerrilla>.
- Blixen, S., 1988 : *Treinta años de lucha popular: conversaciones con Gorriarán Merlo*. Buenos Aires: Contrapunto.
- Burgos, R., 2004 : *Los gramscianos argentinos: cultura y política en la experiencia de Pasado y Presente*. Buenos Aires: Siglo Veintiuno.
- Carnovale, V., 2011 : *Los combatientes: historia del PRT-ERP*. Buenos Aires: Siglo Veintiuno.
- , 2013 : « De Entre Todos a La Tablada: redefiniciones y permanencias del ideario setentista ». *PolHis* (12): 244-64.
- Celesia, F., et Waisberg, P., 2013 : *La Tablada: a vencer o morir. La última batalla de la guerrilla argentina*. Buenos Aires: Aguilar.
- Coggiola, O., 2006 : *Historia del trotskismo en Argentina y América Latina*. Buenos Aires: Razón y Revolución.
- Comisión Nacional Sobre la Desaparición de Personas, 1984 : *Nunca Más: Informe de la Comisión Nacional Sobre la Desaparición de Personas*. 6<sup>e</sup> éd. Buenos Aires: EUDEBA.
- Dreyfus-Armand, G., Frank, R., Lévy, M.F., Zancarini-Fournel, M., éd., 2000 : *Les années 68 : le temps de la contestation*. Paris: Complexe.
- Duhalde, E. L., 1989 : « El operativo es contrarrevolucionario ». In *La izquierda y La Tablada*, éd. Kohen, A., et Mattarollo, R. Buenos Aires: Cuadernos de ideas, 14-28.
- . 2012. *Apuntes para la construcción de una democracia avanzada*. Buenos Aires: Punto Crítico.
- Elizalde, J., 2009 : « La participación política de los intelectuales durante la transición democrática: el Grupo Esmeralda y el presidente Alfonsín ». *Temas de historia argentina y americana* (15): 53-87.
- Feld, C., 2002 : *Del estrado a la pantalla: las imágenes del juicio a los ex comandantes en Argentina*. Madrid: Siglo XXI de España.

- Frontalini, D., et Caiati, M. C., 1984 : *El mito de la guerra sucia*. Buenos Aires: CELS.
- Gillespie, R., 1982 : *Soldiers of Perón: Argentina's Montoneros*. Oxford: Clarendon Press.
- Godio, J., 1989 : « ¿Por qué la mezcla entre terroristas y estafados? » *La Ciudad Futura* (15): 4-5.
- Gorriarán Merlo, E., 2003 : *Memorias de Enrique Gorriarán Merlo: de los setenta a La Tablada*. Buenos Aires: Planeta.
- Grenat, S., 2016 : « Democracia o muerte... ». *El Aromo* (77). <http://razonyrevolucion.org/democracia-o-muerte-por-stella-grenat>.
- Hilb, C., 2013 : « La Tablada: el último acto de la guerrilla setentista ». In *Usos del pasado: qué hacemos hoy con los setenta*, Buenos Aires: Siglo Veintiuno, 53-90.
- Kohen, A., et Mattarollo, R., 1989 : *La izquierda y La Tablada*. Buenos Aires: Cuadernos de ideas.
- La Ciudad Futura, 1989 : « Esta pelea es también la nuestra ». *La Ciudad Futura* (15): 3-4.
- Mangiantini, M., 2014 : *El trotskismo y el debate en torno a la lucha armada: Moreno, Santucho y la ruptura del PRT*. Buenos Aires: El Topo Blindado.
- Mattarollo, R., 1989 : « Izquierda y democracia ». In *La izquierda y La Tablada*, éd. Kohen, A. et Mattarollo, R. Buenos Aires: Cuadernos de ideas, 68-80.
- Mattini, L., 1995 : *Hombres y mujeres del PRT-ERP: de Tucumán a La Tablada: la pasión militante*. La Plata (Argentine): De la Campana.
- Montero, H., 2012 : *De Nicaragua a La Tablada: una historia del Movimiento Todos por la Patria*. Buenos Aires: Continente.
- Nino, C., 1997 : *Juicio al mal absoluto*. Buenos Aires: Emecé.
- Novaro, M., 2009 : *Argentina en el fin de siglo: democracia, mercado y nación (1983-2001)*. Buenos Aires: Paidós.
- Novaro, M., et Palermo, V., 2003 : *La dictadura militar, 1976-1983: del golpe de Estado a la restauración democrática*. Buenos Aires: Paidós.

Partido Obrero, 2009 : « A veinte años del ataque del MTP al cuartel de La Tablada ». <http://argentina.indymedia.org/news/2009/02/652400.php>

Portantiero, J. C., 1989 : « La distancia entre la política y el terror ». *La Ciudad Futura* (15): 6.

Rubenstein, J., 2014 : « La sédition militaire de Semana Santa de 1987 : le peuple au secours du régime démocratique argentin ». Thèse de doctorat en Histoire. Paris 1.

Tortti, M. C., Celentano, A. et Chama, M., éd., 2014 : *La nueva izquierda argentina (1955-1976): socialismo, peronismo y revolución*. Rosario: Prohistoria.